



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 23/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CLEXTRAL (CHAZEAU)**

Site de Chazeau, Rue de Chazeau  
42700 Firminy

Références : UID4243-DSSP-024-0341  
Code AIOT : 0006104843

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement CLEXTRAL (CHAZEAU) implanté Zone Commerciale de La Martinière 16 Rue de Chazeau 42700 Firminy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLEXTRAL (CHAZEAU)
- Zone Commerciale de La Martinière 16 Rue de Chazeau 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006104843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLEXTRAL (Chazeau) exploite une installation recherche et développement d'extrudeuses bivis rue de Chazeau sur la commune de FIRMINY. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral du 20/08/1998, complété par l'arrêté préfectoral du 05/02/19 pour ce qui concerne la mise à jour du tableau de désignation des installations classées :

- 2430-a : Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a (A),

**Contexte de l'inspection :** Récolement

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant du site a entrepris une étude pour la remise en conformité de son réseau de collecte d'eaux pluviales, suite à la demande de l'inspection. L'exploitant présente deux projets de mise en œuvre d'un traitement des eaux pluviales de voiries par des séparateurs d'hydrocarbures.

L'inspection recommande de cibler le traitement des hydrocarbures aux zones à risque, de séparer les eaux pluviales polluées des autres effluents afin d'éviter les dilutions avec les eaux claires. Les suites administratives précédentes sont maintenues pour cette thématique « pollution des eaux ».

Par ailleurs, le site doit proposer un moyen de rétention des eaux d'extinction incendie.

L'exploitant doit réétudier le projet dans son ensemble en veillant à prendre en considération ces contraintes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, les eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.</p>
<b>Constats précédents du 22/11/2023</b> <p><i>L'exploitant indique ne pas disposer de séparateur d'hydrocarbures sur ce site. L'exploitant est tenu d'installer un dispositif de ce type conformément à la prescription susnommée afférente à l'installation.</i></p> <p><u>Ce qui est attendu de l'exploitant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Installer un dispositif de traitement des eaux pluviales avant rejet de type séparateur d'hydrocarbures.</b></li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant s'est engagé, sans délais, dans une démarche d'investigation au regard de la précédente demande de l'inspection.</p> <p>Il présente deux propositions de mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales polluées.</p> <p>Le projet le plus pertinent propose un séparateur d'hydrocarbures en amont de l'unique point de rejet.</p> <p>L'exploitant indique également qu'à ce titre des devis ont été établis.</p>

**L'inspection propose d'orienter le choix vers le projet prenant en considération :**

- le traitement des eaux pluviales issues uniquement des voiries et des zones de chargement / déchargement des poids lourds dans le cadre du traitement des hydrocarbures. En effet, les zones accueillant des véhicules légers ne sont pas soumises à un tel type de prescription dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).

Bien que cela ne soit pas imposé par la réglementation, il serait toutefois intéressant de traiter également les eaux issues des voiries légères.

- la volonté de séparer les eaux pluviales de voiries, considérées de fait comme polluées, des effluents qui n'entrent pas dans le cadre de surveillance des rejets aqueux :

- eaux pluviales de toiture, dites propres,
- eaux pluviales de voirie de la commune,

Ceci afin d'éviter les dilutions des effluents analysés.

**Par ailleurs, l'inspection souhaite informer l'exploitant de la nécessité de disposer d'un moyen de rétention des eaux d'extinction incendie. Si aucun moyen ne le permet sur le site alors il sera nécessaire de le prévoir dans le projet (calcul du besoin en eau d'extinction et prévision d'un moyen de rétention).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les suites administratives en lien avec la réalisation de ce projet de remise en conformité des réseaux de collecte et au contrôle des rejets sont maintenues :

- Installer, avant le rejet des eaux pluviales souillées, un dispositif de traitement de ces dernières de type séparateur d'hydrocarbures. Ceci en évitant les dilutions avec les eaux propres en amont du dispositif

L'exploitant devra notamment remonter à l'inspection de quel moyen de rétention des eaux d'extinction incendie le site dispose. Si rien n'est prévu à cet effet il devra l'inclure dans son projet de traitement des eaux polluées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois